



## AGRICULTURE STRATÉGIES

### Le Green Deal face à la crise : pertinence et limites

---

**Nous vous conseillons aujourd'hui la lecture de l'excellent article de Philippe Stoop, membre de l'Académie d'agriculture de France : *Agriculture ou environnement ? Le faux « dilemme ukrainien »*. Cet article met en avant deux dimensions particulièrement importantes dans ce débat, qui ne semblent pas prises en compte par les différents opposants et décideurs : la dimension temporelle et la dimension géographique. Nous en détaillons les implications dans le présent chapô.**

**Cet article est à lire sur : <https://www.europeanscientist.com/fr/opinion/agriculture-ou-environnement-le-faux-dilemme-ukrainien/>**

#### La dimension temporelle – distinguer l'urgence et la nécessité d'une transition progressive

Face à une crise mondiale qui impacte la disponibilité en céréales à très court terme, et la nécessité d'une réponse concertée au changement climatique, les horizons et les réponses à apporter sont très différentes.

Le Green Deal dans sa forme actuelle ne peut qu'aboutir à une réduction de l'offre. Différentes études l'ont démontré, et il n'est nul besoin d'être expert pour comprendre que retirer 10% des surfaces de la production et réduire de 20% les engrais et de 50% les produits phytosanitaires abouti nécessairement à une baisse de la production.

Les scénarii de l'IDDRI et de Solagro rendent possible cette transition et estiment qu'elle lui permettra tout de même de « *satisfaire les besoins européens, et même de préserver sa capacité exportatrice sur ses points forts (céréales en particulier), afin de continuer à assumer la contribution européenne à la sécurité alimentaire mondiale* ». Néanmoins, l'atteinte de cet objectif est conditionnée à une réorientation de l'agriculture, vers de nouvelles productions et une réduction de l'élevage de monogastriques, qui va de pair avec une réorientation de la consommation, sous peine de voir une explosion des importations. Or, ce point pourtant incontournable n'est pas pris en compte dans le Green Deal. Comment réorienter la consommation ? Si les produits issus du porc et de la volaille sont si plébiscités, c'est parce qu'ils représentent une source de protéines animales accessibles pour le budget du consommateur. Aucune de ces études ne propose d'ailleurs de solution pour dicter sa conduite au consommateur/contribuable/électeur. Ne nous leurrions pas. Le consommateur est un

« menteur de bonne foi »<sup>1</sup>, et, malgré toutes ses bonnes intentions, le paramètre « prix » l'emportera toujours pour la majorité.

Par ailleurs, il faut prendre conscience que l'agriculture fonctionne de façon systémique : toute action sur une partie du complexe a des répercussions. Ainsi, on critique l'élevage de monogastriques pour son appétit en ce qui concerne les céréales, qui consomment elles-mêmes beaucoup d'engrais de synthèse qu'on souhaiterait voir remplacer par des engrais organiques. Or, la fiente de volaille est l'engrais organique le plus riche, et il est très utilisé par les cultivateurs bio pour cette raison<sup>2</sup>. Une diminution drastique des effectifs de volaille risque donc de limiter la disponibilité des engrais organiques les plus intéressants.

L'IDDRI estime donc que cette transition prendra du temps, et la voit aboutir en 2050, alors que le Green Deal prévoit que ces changements radicaux seront finalisés en 2030.

Réduire la production de façon généralisée et importante dans un pas de temps si court, dans un contexte de tension extrême des marchés, ne peut qu'alimenter la flambée des prix actuellement observable. Rappelons que les marchés réagissent avec intensité et rapidité à toute annonce de réduction de la production, surtout lorsque l'offre est déjà limitante, du fait du caractère inélastique de la demande alimentaire.

Pour autant, chercher à augmenter la production dans les conditions actuelles est illusoire. Le prix des intrants est aujourd'hui tellement élevé que cela représente un coût insupportable pour les agriculteurs. De plus, cela amènerait en effet à accroître la dépendance européenne à l'énergie, de façon directe et indirecte, via les intrants.

Il n'est donc pas question d'abandonner l'objectif d'une transition agroécologique, mais de la rendre soutenable en acceptant que celle-ci prendra du temps, nécessite d'être menée intelligemment (voir partie suivante) ET d'être adaptée au contexte du moment. Pour l'heure, l'urgence est de stabiliser les marchés.

## La dimension géographique – distinguer besoins locaux justifiés et idéologies écologistes

### 1) Les politiques environnementales doivent poursuivre un but précis

Avec raison, l'auteur rappelle un point essentiel : il ne s'agit pas de refuser tout objectif environnemental, mais les actions menées doivent permettre d'atteindre des objectifs clairement définis. Ainsi, limiter la production afin de préserver l'environnement a du sens d'un point de vue local, dans le but de soulager une zone impactée par les pratiques agricoles. C'est d'ailleurs l'objectif de la directive nitrates, qui impose des contraintes dans des zones où l'excès d'azote impacte les milieux, dans le but clair de parvenir à un objectif de restauration de la qualité des eaux.

L'auteur distingue aussi au sein des objectifs de Farm to Fork ceux qui ont du sens d'un point de vue scientifique, et ceux de nature « *purement idéologique ou démagogique* » :

- Diminuer les pertes d'azote dans l'environnement, donc la quantité gaspillée, est cohérent et souhaitable. Réduire leur usage de 20% sans distinction n'a aucun sens.

---

<sup>1</sup> <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/agriculture/isr-rse/pourquoi-les-circuits-courts-decrochent-et-ce-n-est-vraiment-pas-une-bonne-nouvelle-150536.html>

<sup>2</sup> La modification du règlement bio français en 2021 qui a interdit l'utilisation d'effluents issus d'élevage industriel a d'ailleurs déjà conduit à une augmentation du prix des engrais bio <https://www.pleinchamp.com/actualite/faim-d-azote-et-fin-de-croissance-pour-les-grandes-cultures-bio>

- Réduire de 50% l'usage des produits « les plus dangereux » peut avoir du sens, mais réduire de 50% l'usage de tous les pesticides sans discrimination « *provoquera inévitablement une baisse des rendements, sans bénéfice environnemental à l'échelle globale* ».

## **2) Restreindre la production à l'échelle de l'Europe par principe sera contreproductif**

En effet, contraindre la production à l'échelle d'un continent, sans viser d'objectif particulier autre que celui de diminuer les pesticides et les engrais, risque d'avoir un effet contreproductif<sup>3</sup>. « *Les partis écologistes [...] ont imposé une vision selon laquelle l'agriculture intensive serait responsable de tous les maux, et donc la réduction des intrants serait l'outil essentiel pour améliorer par miracle l'état des écosystèmes* ». On part du postulat qu'engrais et pesticides sont nocifs, qu'il faut donc les réduire de 50%, sans distinction d'utilisation ou d'état du milieu, sans même estimer les bénéfices que cela peut apporter (ou non). Le risque immédiat est que la production soit simplement déplacée avec son lot d'externalité négatives dans une autre zone, où les conditions de production sont plus dégradées qu'en UE, et réimportée ensuite sous forme de denrées alimentaires. Pour une même quantité d'aliments produite, les dégâts sur l'environnement seront alors plus importants et le bilan global dégradé.

**Il est donc évident que le Green Deal doit être revu pour pouvoir permettre d'envisager une transition agroécologique soutenable, et que le rôle de la PAC dans cette perspective ne peut se réduire à conditionner les aides à la mise en œuvre de restrictions à la production.**

**Stabiliser les revenus agricoles constitue un préalable indispensable pour assurer une sécurité nécessaire à la prise de risque constituée par ces changements. Pour cela, la PAC doit agir sur les prix payés au producteur via les aides contracycliques, et sur les prix mondiaux, via une politique de gestion publique de stocks stratégiques d'ampleur, et de flexibilisation des biocarburants. La transition alimentaire qui est nécessaire à l'atteinte d'objectifs agroécologiques ambitieux, ne pourra être envisagée en remettant en question le libre-arbitre des consommateurs. Néanmoins, la PAC peut et doit comporter un volet alimentaire, qui permettra d'orienter cette consommation via une aide alimentaire ciblée. Ce volet alimentaire devra également nécessairement considérer l'agriculture au sein de filières, et intégrer l'aval, et notamment les capacités de transformation, pour cesser d'espérer transformer l'agriculture via des aides à la production qui ignorent les débouchés existants. Agriculture Stratégies fera en ce sens de nouvelles propositions d'ici l'été, basées sur les travaux antérieurement poursuivis par Momagri, et adaptées au contexte mondial actuel.**

**Alessandra Kirsch, Directrice des études d'Agriculture Stratégies**

**Jacques Carles, Président d'Agriculture Stratégies**

**Le 11 avril 2022**

---

<sup>3</sup> Voir notamment : <https://www.agriculture-strategies.eu/2022/02/les-plans-du-royaume-uni-de-lallemagne-et-des-pays-bas-en-faveur-de-lenvironnement-un-virage-dangereux-pour-lavenir-la-pac/>